

Sous les bombes allemandes : l'épreuve de mai – juin 1940 en Auvergne

Hélène Saint-André

Laboratoire CHEC (Centre d'Histoire « Espaces et Cultures »)

LE 3 SEPTEMBRE 1939, la France est de nouveau en guerre contre l'Allemagne, vingt ans après la Première Guerre mondiale qui fut particulièrement meurtrière. Cette guerre n'est pas pour autant une surprise. Le climat international des années 1930 a d'ailleurs poussé la France comme bon nombre de pays à prévoir une protection pour sa population civile en cas de guerre. Les évolutions techniques de la Première Guerre mondiale et les expériences des différents conflits des années 1920 et 1930 montrent que la prochaine guerre sera dominée par l'aviation et les bombardements voire même par les attaques chimiques aux gaz. Protéger les civils devient une priorité pour diminuer les risques de bombardement ou atténuer leurs effets. C'est la naissance de la Défense Passive (DP). Les municipalités et les entreprises s'organisent dès 1931. Cela passe par différentes mesures comme l'extinction des lumières pour éviter d'être repéré la nuit, l'équipement en masques à gaz, la mise en place d'abris dans les caves, etc. Pourtant, à la déclaration de guerre, au sein de la population, les consignes ne sont évidentes pour personne et en Auvergne malgré les nombreux rappels des autorités civiles et militaires, on se pense trop loin du front pour être concerné. La « Drôle de guerre » s'installe et le danger ne se présente pas mais le réveil du 10 mai 1940 sera brutal.

La Campagne de France est un événement bien connu de notre histoire, la plupart du temps cela est synonyme de Débâcle et d'Exode pour la population civile, mais rares sont les références aux bombardements et qui plus est, ceux qui ont eu lieu en Auvergne durant cette période. Cette région éloignée des zones de combat

« traditionnelles » aurait pu se considérer à l'abri des attaques, c'était sans compter sur l'aviation qui devient l'arme-clé de la guerre moderne. Dès le 10 mai 1940, à 5h10 du matin l'aviation allemande prend pour cible l'usine Aubert&Duval aux Ancizes faisant 5 morts parmi les employés et une dizaine de blessés. C'est le début de la *Blitzkrieg*, la guerre éclair, sur l'Europe de l'Ouest. En Auvergne, c'est la première attaque aérienne ennemie, cinq autres vont suivre jusqu'au 19 juin 1940 faisant, dans l'état actuel des recherches, 90 morts et environ 200 blessés¹ sans compter les dégâts matériels. Bien sûr, cela est loin des bilans dramatiques que font les bombardements dans le Nord de la France comme à Dunkerque où la ville est bombardée quotidiennement à la fin mai faisant des milliers de morts civils². Néanmoins, cette première attaque en Auvergne témoigne de la légitimité des craintes exprimées par de nombreuses personnalités politiques et militaires des années 1930 : désormais chacun se trouve en danger et peut être touché par la guerre y compris le centre du pays éloigné du front.

Un réveil brutal

Le 10 mai 1940 met fin à la « Drôle de Guerre », dans la nuit, la *Luftwaffe* a pour ordre de bombarder les aérodromes, les bases aériennes ainsi que tous les appareils français au sol. Elle dispose ainsi d'une liste de 72 bases aériennes à attaquer dont 47 dans le nord du pays³. C'est ainsi que les *Dornier 17*, les *Junker 88* et les *Heinkel 111* s'envolent et atteignent les 5000 à 6000m d'altitude protégés par des avions de chasse, les *Messerschmitt 109*. Ensemble, ils paraissent indestructibles, d'autant plus que la Défense Contre Avions (DCA)⁴ française, déjà mal déployée, ne peut les atteindre. Cette faiblesse de la DCA et de l'aviation française était une préoccupation de longue date. Le 15 mars 1938, le général Vuillemin, chef d'état-major général de l'Armée de l'Air, déclarait devant le comité de la Défense Nationale « En quinze jours, notre aviation serait anéantie » et de préciser dans une lettre adressée au général Gamelin « Qu'avons-nous à apposer aux 5000 avions modernes de première ligne allemands et italiens ? Rien pour l'instant, au 1^{er} avril probablement moins de 500 avions. »⁵. Les chiffres diffèrent dans les ouvrages sur la question du nombre d'avions possédés par les forces françaises, cependant tous s'accordent à expliquer qu'il y a un véritable décalage entre les avions que l'armée possède « sur le papier » et ceux qui sont disponibles pour le combat au 10 mai 1940. D'après Claude d'Abzac-Epezy, sur les 5026 avions que

possède la France, seuls 1368 sont disponibles lors de l'offensive allemande et 70 % d'entre eux sont détruits durant la campagne de France⁶.

L'objectif n°1 de ces premiers bombardements ennemis du 10 mai 1940 semble donc bien défini, toutefois, les raids ennemis pénètrent loin dans le territoire et les aérodromes ne sont pas les seules cibles. Quelques bombes tombent également sur des objectifs divers dont les Ancizes-Comps dans le Puy-de-Dôme. « En même temps l'aviation naziste est venue bombarder nos villes et nos campagnes, jusqu'à Lyon, jusqu'en Auvergne ! » écrit le *Petit Journal*⁷ du 12 mai 1940. L'expression « jusqu'en Auvergne » témoigne bien de l'étonnement que cela provoque.

Mais pourquoi les Ancizes ? En 1926, l'entreprise Aubert&Duval, fondée vingt ans plus tôt et spécialisée dans le forage et le traitement thermique, reprend les activités de l'usine des Ancizes. Avec cette nouvelle implantation, l'entreprise se spécialise dans l'élaboration d'aciers spéciaux. Or, peu avant la Seconde Guerre mondiale, Aubert&Duval développe le procédé de nitruration⁸ utilisé pour le traitement de surface des cylindres des moteurs d'avions de chasse de l'Armée de l'Air⁹. Autrement dit, c'est une usine qui travaille directement pour les besoins de l'armée française. Les Allemands ne cherchent donc pas seulement à anéantir la chasse au sol ainsi que les terrains d'aviation mais toute l'industrie aéronautique, afin que de nouveaux appareils ne puissent pas prendre la place de ceux détruits par les bombardements.

Cette attaque semble avoir été très précise car seule l'Acierie a été touchée par les bombes. Aucune autre demande de dommage de guerre n'a été adressée dans les environs immédiats¹⁰ et les victimes sont toutes employées à l'usine. Ces victimes sont au nombre de cinq mais quatre seulement figurent sur l'état civil de la commune des Ancizes. Ce sont Raymond Borel (31 ans), Marius Mordefroid (42 ans), Jean-Baptiste Chapel (43 ans) et Raymond Phelut (16 ans)¹¹. Le cinquième serait M. Quinty dont le nom est présenté dans le journal pour annoncer les obsèques des employés de l'usine décédés « dans des conditions tragiques »¹². Toutefois, aucune information n'a pu être trouvée à son sujet. Des obsèques solennelles sont organisées pour les victimes le 13 mai 1940 en présence de Monseigneur Piguët, évêque de Clermont-Ferrand. Au côté de ces décès figurent également plusieurs blessés, les sources évoquent entre dix et une vingtaine de blessés au sein de l'usine le 10 mai 1940, sachant que peu avant la guerre, d'après

le site de la commune des Ancizes-Comps, Aubert&Duval employait plus de 1000 personnes.

L'attaque de cette usine montre aussi le fait que les Allemands sont très bien renseignés sur les activités militaires et industrielles françaises. À cette époque, il y a une véritable peur de la Cinquième Colonne, c'est-à-dire des espions qui seraient infiltrés partout à la solde des Allemands. C'est un sujet tellement prenant en France comme en Angleterre que plusieurs tomes de la célèbre reine du crime, Agatha Christie, tournent autour de ce thème, comme *Nou M* paru en 1941. Espionnage, peut-être mais repérage sûrement. Déjà en novembre 1939 :

Un avion allemand heinkel bimoteur passe par deux fois dans le ciel auvergnat, à 9h50 et 13h30, entre pluie, éclaircie et grand vent. Ce sont les premières alertes suivies des premiers tirs de DCA (Défense Contre Avions). Bruit de sirène. « C'est le feu ? Non c'est une alerte... Ah bon ! ». L'indifférence est générale ! Il faut dire que Clermont est loin du front ! Au marché Saint-Pierre, un commerçant dit à une dame âgée : « Attention en rentrant chez vous, les avions peuvent laisser tomber des choses dangereuses... » « Ne vous en faites pas mon brave, lui répond-elle, j'ai mon parapluie ! ».¹³

Une grande partie de la population ne se pense pas en danger face aux bombardements, se sentant trop éloignée du front pour que cela puisse se produire et pourtant la DP s'active depuis plusieurs années comme partout en France pour faire comprendre les dangers à la population. Quoi qu'il en soit, cette remarque et les différents événements de mai-juin 1940 montrent que les Auvergnats n'étaient pas préparés.

C'est ainsi, qu'au moment où Hitler lance l'invasion de l'Europe de l'Ouest, l'Auvergne est touchée pour la première fois par un bombardement. L'avancée des troupes allemandes est très rapide, la France est surprise par cette *Blitzkrieg* et tente de se défendre mais c'est la Débâcle. Le 10 mai 1940, l'armée allemande envahit la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, un mois plus tard, le 14 juin 1940, les Allemands sont à Paris tandis que le gouvernement et les Français fuient toujours plus au sud. C'est un véritable chaos. La « percée décisive » commence le 9 juin, le lendemain les Italiens ont rejoint les Allemands, ce que les Français ont pris pour une véritable trahison. La panique règne, entre le manque d'informations et le flot continu de réfugiés parfois mêlés aux combats. En juin, le débat fait

rage au sein du gouvernement sur le fait de demander l'armistice avec l'Allemagne. Le maréchal Pétain et le général Weygand font pression pour que la France demande un armistice pour cesser les combats et éviter un enlisement de la situation. Paul Raynaud, président du Conseil¹⁴, lui, ne le souhaite pas. En effet, cela remettrait en cause l'accord franco-britannique du 28 mars 1940 qui prévoyait de ne signer ni paix ni armistice séparé. Toutefois la pression de son Gouvernement est trop forte et malgré les efforts de Churchill et de de Gaulle alors en mission à Londres pour essayer d'organiser la poursuite du combat depuis la Bretagne ou l'Afrique du Nord, Paul Raynaud démissionne le 16 juin. Cela laisse le champ libre aux partisans de l'armistice et c'est ainsi que le maréchal Pétain devient président du Conseil¹⁵. « C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat », tels sont les mots de celui-ci le 17 juin quand il annonce aux Français qu'il demande un armistice avec l'Allemagne. Celui-ci est signé le 22 juin 1940 à Rethondes dans l'ancien wagon ayant servi à signer l'armistice du 11 novembre 1918. La France est humiliée.

Toutefois, entre le 17 et le 22 juin, la guerre ne s'est pas arrêtée pour autant. En Auvergne c'est même la pire période que les civils ont connue. En effet, Monistrol-sur-Loire (43) et Montluçon (03) sont sévèrement bombardées. Les combats s'intensifient autour des ponts comme à Moulins (03) ou Saint-Pourçain-sur-Sioule (03) et les civils se retrouvent parfois mêlés aux scènes de bataille. Le 17 juin, le ministre de l'Intérieur télégraphie aux préfets une circulaire interdisant formellement l'exode des populations et surtout des personnels des services publics¹⁶ mais cet ordre arrive trop tard et les civils poursuivent leur route.

Si le 18 juin 1940 est resté une date mémorable dans l'Histoire de France pour l'appel à la résistance du général de Gaulle, à Monistrol-sur-Loire on s'en souvient pour d'autres raisons. En Auvergne comme ailleurs en France, très peu de personne ont écouté en direct à la radio le discours du général de Gaulle, d'ailleurs cet appel n'est pas enregistré, celui que nous pouvons encore écouter aujourd'hui est celui du 22 juin. À Monistrol il y a bien une rue du 18 juin 1940 mais elle ne met pas à l'honneur la France Libre, elle commémore et rend hommage aux victimes du bombardement qui a eu lieu à cette date.

Après avoir bombardé Montbrison et les aciéries de Firminy faisant respectivement 37 et 60 morts pour plus de 200 blessés en fin

d'après-midi, trois avions ennemis survolent Monistrol à basse altitude vers 17h30 et lâchent 13 bombes avant de mitrailler les colonnes de civils sur la route¹⁷. Les bombes sont tombées sur plusieurs quartiers de la commune : Le Flachat, Le Calvaire et le Monteil ainsi que sur le pont de Piat et l'usine Martouret. Cette dernière semble être la cible du bombardement. En effet, les établissements Martouret sont spécialisés dans la fabrication de serrure depuis 1865. L'entreprise développe par la suite la fabrication de boulons mais en 1940 elle travaille pour l'effort de guerre, la fabrication se tourne alors vers les gaines d'obus. Seulement une des treize bombes lancées a touché l'usine Martouret et plusieurs témoignages expliquent que des ouvriers sont exceptionnellement sortis plus tôt ce jour-là.

Mon frère était à ce moment-là boulanger chez Petiot. Alors j'y étais souvent fourré ! La veille, des soldats de la débâcle nous avaient prévenus : « Vous aurez des bombardements » nous avaient-ils dit avant de changer leurs uniformes contre des vêtements civils. Le 18 juin, Petiot m'avait dit en partant, « porte le pain chez les capucines ». C'est en redescendant chez mes parents au Monteil que s'est produit le bombardement. Ce jour-là je me souviens que ma mère et ma tante étaient sorties plus tôt de l'usine, à 17h au lieu de 18h. On devait se douter de quelque chose... Le voisin, M. Chapuis, qui avait fait la guerre de 14, nous a dit en voyant les avions : « Couchez-vous, c'est les bombes ! ». Deux bombes sont tombées sur l'usine. On les a entendues exploser et cela a créé un gros nuage de poussière. Devant chez la Tonine, deux arbres avaient été coupés. On voyait bien les éclats sur le mur de la maison et sur le bord du pont. Des éclats qui n'étaient pas très hauts. Après, nous avons attendu mon père qui était allé boire un coup. Le bombardement a eu lieu vers 17h20. Je m'en souviens car ma mère avait un carillon qu'elle avait gagné en 1937 et c'est la seule fois où l'horloge s'est arrêtée ! Aujourd'hui, elle marche encore très bien. Le soir, tout le monde avait fui. Beaucoup de gens du Monteil étaient partis à la Gournier par peur d'autres bombardements. Avec mes parents, on est parti le lendemain à Chaponas. On a mangé dans les bois.¹⁸

Pourtant, tous les ouvriers n'ont pas quitté l'usine puisque deux femmes expliquent qu'elles y travaillaient au moment où le bombardement a eu lieu, il s'agit de Marie Goyo et de Maria Giraud. Ainsi, si l'usine avait été prévenue d'une quelconque manière, le travail aurait peut-être été ralenti mais pas totalement arrêté.

Je me souviens ce jour-là, nous étions du poste du soir. Juste avant l'explosion, on voulait faire une farce à Jean Tavaud en lui cachant ses bleus de travail ! Les bombes sont tombées sur l'usine. Moi, j'ai reçu un éclat à la jambe. Nous nous sommes retrouvés dans le noir et tout le monde est sorti, ça criait...¹⁹

De plus, depuis la mi-juin, le général de corps d'armée Pagézy a établi son poste de commandement à Monistrol où une ligne de défense se met en place²⁰. Cette présence militaire en plus d'une usine qui travaille pour l'effort de guerre français explique d'autant plus ce bombardement. Toutefois, ce sont surtout les civils qui en ont été les victimes. Cette attaque a fait trois morts : Marie Ravel veuve Giraud (65 ans), Jean-François Sabot (70 ans) et Guillaume Berger (74 ans). De plus, quinze personnes ont été blessées dont sept grièvement qui ont dû être transportées à l'hôpital du Puy-en-Velay. Les avions ont ensuite poursuivi leur route au-dessus d'Yssingeaux (43) sans lâcher de nouvelles bombes²¹.

Environ dix minutes après le bombardement de Monistrol, trois avions ennemis venant de l'Est jettent trois bombes sur la commune d'Arlanc (63). Manifestement il s'agit de la même formation qui a d'abord bombardé la Loire puis la Haute-Loire. La cible est moins évidente mais il semble qu'une ligne de défense française cherchaient à s'établir dans cette zone²². Les bombes sont tombées sur le lieu-dit Le Bourg d'Arlanc tuant René Beal (14 ans) qui était domestique. Il a été gravement blessé et meurt dans la nuit²³. Il faut ajouter à ce bilan six blessés léger et un grave. Plusieurs maisons d'habitation ont été endommagées, au moins six ont été partiellement ou totalement détruites²⁴. D'autres bombes sont ensuite tombées vers Marsac (63) en tuant du bétail dans un pré. D'après les témoignages et les articles de presse, les avions mitraillaient également les routes. Même si des militaires en Débaîcle côtoyaient des civils sur les routes, cela montre que les attaques aériennes sont aussi utilisées contre les civils. Difficilement acceptable d'un point de vue éthique, cela a néanmoins été largement pratiqué pendant la Seconde Guerre mondiale, y compris plus tard par les Alliés pour anéantir le moral des populations.

Le lendemain c'est au tour de Montluçon dans l'Allier de connaître le même sort avec le plus lourd bilan d'Auvergne en mai-juin 1940. Le 19 juin 1940, le flot de réfugiés ne faiblit pas malgré l'interdiction récente de fuir. À Montluçon comme ailleurs beaucoup sont sur les routes de la commune. Depuis le 16 juin, la presse locale affirme que quelques 200 000 personnes sont passées et/ou ont stationné à Montluçon parmi lesquelles certaines sont encore sur place le 19²⁵. C'est également jour de marché et il faisait très beau, il y a donc plus de monde que d'habitude dans les rues. Toutefois, les Montluçonnais ne sont pas inquiets, certes les Allemands ne sont pas loin, mais toutes les villes de plus de 20 000 habitants ont été déclarées

villes ouvertes. C'est-à-dire que les combats ne peuvent avoir lieu dans ces villes dont Montluçon fait partie.

Depuis le 3 septembre 1939, jour de la déclaration de guerre, les Montluçonnais, confiants dans la position géographique de leur bonne ville – ne se trouve-t-elle pas au cœur même de la France ? – avaient suivi avec la même anxiété que tous les français, les diverses phases du Cataclysme qui, depuis près de dix mois, s'était abattu sur divers pays de la Vieille Europe, puis sur notre propre pays, mais sans prévoir qu'ils en subiraient à domicile les horreurs. Depuis le 19 juin 1940, nos compatriotes sont édifiés et Montluçon, ville de petite garnison déclarée ville ouverte, a pris rang parmi les villes martyres. Sans doute, dans nos diverses usines, le travail s'intensifiait chaque jour et chaque nuit, pour tacher en hâte de fournir à nos soldats les moyens matériels de refouler l'envahisseur. Mais la vie de certains de nos concitoyens – pourquoi ne pas le dire ? – s'écoulait néanmoins dans une quiétude relative, beaucoup gardant leurs petites habitudes, peu compatibles – après la « drôle de guerre » avec le déchainement de la guerre dans laquelle, depuis près de deux mois, notre belle France se trouvait plongée. Hélas, le réveil a été brusque et terrible.²⁶

Montluçon a sur son territoire, une caserne, la caserne Richemond, aujourd'hui école de la Gendarmerie Nationale, elle héberge, depuis la déclaration de guerre, le 152^e Régiment d'Infanterie (RI). Il est également prévu que la caserne devienne hôpital complémentaire en cas de besoin²⁷. C'est aussi une importante ville industrielle. Plusieurs grandes entreprises sont implantées comme les Établissements Saint-Gobain, Dunlop, mais aussi la Compagnie des Forges Chatillon-Commentry-Neuves-Maison à l'usine Saint-Jacques. Cette dernière fabrique des aciers spéciaux et travaille en partie pour la défense nationale à la réalisation de blindage ou de projectiles de gros calibre²⁸. À celles-ci s'ajoutent des entreprises qui se sont repliées à Montluçon du fait de la guerre, c'est par exemple le cas de la société Landis&Gyr installée avenue Jules Guesde depuis fin mars avec une centaine d'ouvriers pour la fabrication de compteurs électriques et dont le siège social était initialement installé dans le Haut-Rhin²⁹.

Les avions ennemis arrivent sur la ville vers 11h20 mais l'alerte n'a pas été donnée. Sans les sirènes, il est impossible à la population de se mettre à l'abri avant l'arrivée des avions. Au moment où les avions se font entendre c'est déjà trop tard car les bombes commencent à tomber. Plusieurs quartiers de la ville sont touchés : la rue des Fondeurs, l'usine Saint-Jacques, rue Chabot-d'Allier et surtout dans les rues Denis Papin et Jules Guesde où furent trouvées de nombreuses victimes. Une bombe est également tombée sur la caserne mais au

niveau du lavoir ce qui limite les dégâts. Au total quatre immeubles ont été complètement détruits, quatorze ont été très sérieusement endommagés mais peuvent être reconstruits tout comme un bâtiment industriel et l'école Michelet³⁰. Il faut noter que beaucoup de bâtiments s'ils n'ont pas été directement touchés par une bombe ont été au moins endommagés par l'effet de souffle qui a brisé les vitres ou les portes des habitations. Le réseau de gaz et d'électricité a été fortement touché, le coût des réparations faites par la Compagnie du Bourbonnais s'élevait à 29 657 francs³¹. C'est une somme considérable qui correspondrait à plus de 1,2 millions d'euros³². Au-delà des dégâts purement matériels, le bilan officiel fait état de 81 morts, le nombre de blessés allant d'une soixantaine à 160³³.

J'habitais l'immeuble qui fait l'angle des rues Denis Papin et Jean-Jacques Rousseau. Je me souviens qu'il n'y avait pas eu d'alerte, seulement une terrible explosion qui fit voler les vitres en éclats. Sous le choc, j'ai lâché la blouse que je lavais. Mon premier réflexe a été de descendre dans la rue pour savoir ce qu'il était advenu de ma sœur âgée de six ans qui jouait dehors sur les marches. Je l'ai trouvée qui gisait dans son sang, affreusement mutilée... Elle mourut le lendemain à l'hôpital où elle avait été transportée.³⁴



Figure 1 : Avenue Jules Guesde à Montluçon. Épicerie Chaumeil. Photo de Mme Favière-Sarrassat (Source : Alain Bisson)

Bien qu'il y ait des industries, l'usine Saint-Jacques surtout, et quelques militaires mêlés à la foule, l'objectif de ce bombardement semble plus véritablement de terroriser les populations que d'atteindre un réel objectif militaire. À cette date, l'issue du conflit ne fait pas de doute mais les Allemands craignent que des civils se joignent aux combattants pour résister. D'après quelques témoignages, les avions volaient haut dans le ciel ce qui laisse penser que les pilotes ne cherchaient pas d'objectif précis. Ce qui n'est pas le cas du bombardement qui eut lieu à Saint-Pourçain-sur-Sioule (03) le même jour. L'armée française résiste aux Allemands et ces derniers décident de faire appel à l'aviation pour soutenir leur action au sol. Ainsi, cette petite commune se retrouve violemment bombardée de 8h à midi³⁵.

Le 19 juin 1940 à 7h du matin, le génie faisait sauter le pont de Saint-Pourçain puis une compagnie d'infanterie organisait la défense de la rive droite de la Sioule, une section avec mitrailleuse s'installait dans l'Hôtel des Deux Ponts situé dans l'Île du Tivoli pour venir à bout de ce nid de résistance, trois avions allemands avec croix noires sous les ailes bombardèrent puis incendièrent l'hôtel vers 9h avec des passages à très basse altitude, puis ces avions pour se dégager passèrent toujours très bas au-dessus de mon village et j'ai toujours en mémoire, j'avais 12 ans à l'époque, les fameuses croix noires. Dans l'après-midi, après la fin de la bataille, les commentaires allaient bon train et faisait allusion à un bombardement par des italiens. Mon grand-père qui avait fait 14-18 me dit alors « n'en crois rien, ce sont des avions allemands et non des italiens ».³⁶

L'Hôtel des Deux Ponts a été totalement détruit ainsi que la salle de danse de l'Eden. Les populations civiles les plus exposées ont été évacuées la veille au soir ; d'autres ont pris la fuite vers la campagne environnante. Pour ceux qui sont restés sur place, beaucoup se sont réfugiés dans leur cave³⁷. Néanmoins, de nombreuses toitures, fenêtres et vitrines ont volé en éclats et l'eau et l'électricité ont été coupées pendant deux jours. Un seul civil aurait été légèrement blessé au bras par une balle³⁸. De nombreux combats se poursuivent ainsi sur le territoire jusqu'au 25 juin. En effet, l'armistice est signé le 22 avec l'Allemagne mais le cessez le feu n'est décidé qu'après des négociations avec l'Italie. C'est ainsi qu'il n'intervient en réalité que le 25 juin à 0h35³⁹.

Organiser les secours

Véritable enjeux stratégique, l'usine des Ancizes, comme toutes celles désignées comme étant de « Première urgence » doivent préparer

en lien avec la Préfecture, des plans de défense passive afin de se protéger des attaques aériennes ou du moins d'en limiter leurs effets. Un premier plan est présenté à la préfecture dès 1932 mais il est remplacé en 1938. Toutefois, le préfet du Puy-de-Dôme ne le valide que le 13 mars 1940 alors que le pays est déjà en guerre⁴⁰. Ce plan écrit d'une cinquantaine de pages accompagné d'un plan de l'usine légendé, contient toutes les consignes que le personnel doit appliquer en temps de guerre et lors des alertes. Il montre également où se situent les différents abris et dresse la liste du personnel requis pour les premiers secours. Un des points essentiels dans la protection aérienne est l'extinction des lumières. En effet, cela permet de ne pas être repéré la nuit vue du ciel et donc éviter les bombardements. Déjà en 1938, l'usine Aubert&Duval a repeint les ampoules en bleu pour limiter la propagation des faisceaux lumineux, est également prévu le camouflage de toutes les ouvertures possibles comme les persiennes métalliques des logements de la Cité ouvrière. Étant donné son caractère d'usine de guerre, le travail de nuit est indispensable et donc il n'est pas possible d'éteindre complètement les lumières ou les sources lumineuses comme les fours ou les machines qui seraient en action au moment des alertes. Ainsi, c'est un camouflage qui est mis en place et une partie du personnel est désignée pour que lors d'une alerte, il se charge de mettre à l'arrêt les différentes machines avant de gagner les abris. L'autorité militaire suit de très près les mesures prises pour la défense de l'usine. Aussi afin de vérifier si le camouflage des lumières est optimal, une reconnaissance aérienne est effectuée au-dessus de l'usine le 1^{er} septembre 1938 à 22h et il en résulte que les dispositions prises par l'usine sont satisfaisantes⁴¹. Enfin, l'usine est également gardée par 25 militaires dans différents postes et sentinelles. L'effectif se compose d'un officier, un sous-officier gendarme, un sous-officier et deux caporaux, ainsi que vingt hommes du rang répartis sur tout le site. La direction d'Aubert&Duval propose également en 1938 à l'autorité militaire, la mise en place de quatre postes de DCA sur des points stratégiques afin de compléter la défense de l'usine. En revanche, sur ce dernier point, il est difficile d'affirmer que ces DCA aient été en place en 1940, il semble que cela soit resté à l'état de projet. Ce plan reste, par rapport à d'autres, très avancé. À Montluçon, plusieurs usines préparent leur protection mais les plans ne sont pas tous satisfaisants en juin 1940 et les usines repliées ont très peu de temps pour s'organiser⁴².

La protection des communes est encore plus délicate. Seules les communes les plus importantes des départements ont l'obligation de préparer un plan de défense passive, c'est le cas de l'agglomération de Clermont-Ferrand, de Vichy, d'Aurillac ou encore du Puy-en-Velay

mais pour toutes les autres communes ce n'est pas le cas. Monistrol-sur-Loire par exemple, ne possède pas de plan de DP, des recommandations et consignes sont régulièrement publiées dans la presse locale et nationale mais les habitants de petites communes comme c'est le cas ici, ne se sentent souvent pas concernés par de telles mesures. De plus, contrairement à l'usine des Ancizes, celle de Monistrol est devenue une usine de guerre uniquement pendant le conflit donc l'usine Martouret ne semblait pas posséder de mesures particulières au vu de son statut. Cela signifie donc qu'il n'y a pas eu d'alerte pour la population et qu'il n'y avait pas non plus d'abris. Dans son article du 13 juillet 1940, *Le Journal de Montbrison* relate que « l'alerte fut aussitôt donnée » mais d'après les témoignages cela n'a pas été le cas.

En revanche à Montluçon, la municipalité prépare, en lien avec les différents représentants industriels, son plan de DP qui est finalisé en 1939. Chaque établissement de première catégorie met en place sa propre protection et la ville prévoit celle des habitants dans sa globalité. Montluçon est ainsi divisée en 6 secteurs de défense passive avec pour chacun un poste de secours et un poste de commandement où sont répartis les personnels requis et volontaires. Comme c'est le cas partout en France, la ville n'a toutefois pas assez d'abris aménagés pour toute la population. Les abris disponibles sont des caves du centre-ville qui nécessitent quelques travaux pour les rendre vraiment efficaces ainsi que des tranchées-abris creusées dans différents endroits de la ville, quai Rouget de l'Isle, place de la Sous-Préfecture et de la Mairie, Place de la Poterie, jardin de la Ville-Gozet, etc⁴³. La ville encourage toutefois ses habitants à creuser des tranchées chez eux quand cela est possible ou d'aménager et consolider leurs caves car seuls 10 % de la population environ auraient accès à un abri et ce sans compter la surpopulation due à l'Exode.

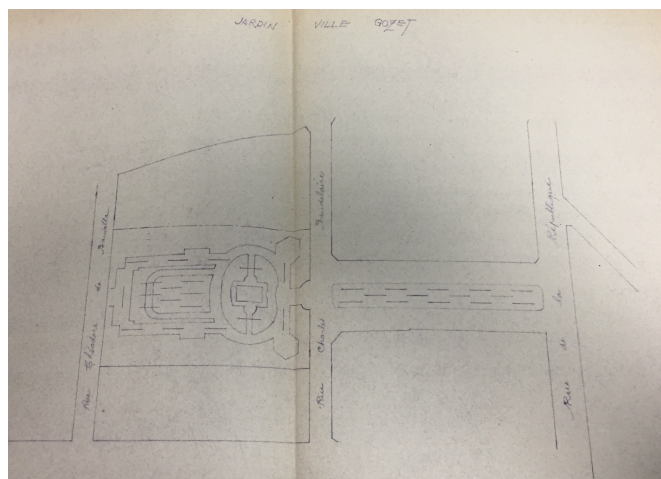


Figure 2 : Plan des tranchées dans les jardins de Ville-Gozet (AM Montluçon, 4H18-7)

Après un bombardement important, il faut bien imaginer qu'une vraie cohue règne dans la ville. Assez rapidement les secours se mettent en place mais tous ceux qui le peuvent viennent aider les plus gravement blessés.

Je rentrais de mon travail à bicyclette, avec mon père, pour le repas du midi. Par suite des vols de bicyclettes assez fréquents en cette période d'exode massive, nous rentrions nos précieux vélos dans la cour intérieure et cette précaution nous a probablement sauvé la vie car, à l'instant même où nous étions dans le couloir précédant la cour, de formidables explosions nous ont projetés à terre bloquant du même coup le propriétaire qui s'apprêtait à sortir et lui évitant en cela un triste sort.

Première impression : un bruit immense, phénoménal, une poussière acide envahissant tout l'espace, quelque chose de démentiel dont je ne puis encore apprécier la durée : 5 minutes, 10 minutes, je ne sais plus. Puis dehors, l'horreur. Des caniveaux pleins de sang, de blessés, des morts..., des conduites de gaz éventrées, ...

En face, au milieu de la route, un de mes ex-condisciples de collège, qui, je crois me souvenir, s'appelait Fret, coupé en deux à la hauteur du bassin et qui, conscient le pauvre, me disant « je ne veux pas mourir », « je ne veux pas mourir ». Dans le caniveau, un voisin dont les mains n'avaient plus de doigts, criblé d'éclats par tout le corps et qui nous suppliait « achevez-moi par pitié... ». Plus haut dans la rue, au 37, ma tante Mme Bourgeon Marguerite tuée, une autre tante blessée, sa voisine Mme Gaume tuée... au total l'apocalypse.

Et que dire des réactions des survivants. À part une voisine dont les réactions hystériques où tout était ramené à elle choquait dans une situation où il fallait aider au plus vite, j'ai admiré

l'efficacité de certains dont le sang-froid et le savoir-faire (ex-poilus de la guerre de 14 pour la plupart) ont organisé au mieux les secours. Je pense entre autres à un artisan volailler dont j'ai perdu le nom et dont les capacités de secouriste et d'organisateur se sont révélées essentielles. Puis vinrent les secours officiels, de même je me rappelle la visite du maire Marx Dormoy que je n'avais approché jusqu'alors.⁴⁴

À Montluçon, l'hôpital étant surchargé, des blessés sont transportés dans des cliniques privées et à l'hôpital complémentaire de la caserne. Souvent les blessés ne sont pas enregistrés à leur entrée à l'hôpital faute de connaître leurs identités ou par manque de temps, ce qui crée de véritables confusions surtout si une victime meurt des suites de ses blessures avant d'avoir pu donner son nom. Une véritable panique s'installe chez les survivants qui cherchent un membre de leur famille. De plus, l'information met quelques temps à circuler mais une fois publiée dans la presse, de nombreuses personnes écrivent au maire pour chercher des amis ou de la famille partis dans l'Exode et dont ils n'ont plus de nouvelles⁴⁵.

Nous habitons en Seine-et-Oise et mon père était caissier au Crédit Lyonnais à Paris. Comme beaucoup de français, en ce mois de juin, devant l'avance allemande, nous avons fui et sommes venus nous réfugier dans la famille de ma mère, sur la commune de Domérat.

Ce mercredi 19 juin, mon père a décidé de descendre à Montluçon pour trouver l'agence du Crédit Lyonnais et se mettre à son service. Je l'ai accompagné. En ville nous avons appris qu'il n'y avait pas de succursale à Montluçon, la plus proche étant à Riom.

Nous remontions donc, avançant lentement dans la cohue des voitures et la foule des réfugiés. Mon père était à pied, moi, j'avais un vélo. Dans le bas de la rue Jules Guesde, mon père me dit : « L'heure tourne, ta mère va s'inquiéter, pars, tu diras que j'arrive ». J'ai refusé de le laisser, je ne voulais pas le quitter (avais-je un obscur pressentiment ?). Il m'a donné une gifle (c'est le dernier souvenir de mon père). À contrecœur, j'ai enfourché ma bicyclette et suis parti (à cette époque, on ne discutait pas un ordre paternel). J'étais au niveau de l'octroi quand le bombardement a commencé. Je me suis jeté à terre, une bombe est tombée dans le champ en contre-bas, un éclat m'a éraflé le dos. Je ne sais comment j'ai regagné les Rimords. Après avoir répondu aux questions de ma mère je me suis couché et est-ce la peur ou la commotion, j'ai dormi sans arrêt jusqu'au lendemain matin. Là, j'ai appris la mort de mon père.

Aux Remords, toute la famille avait entendu le bref bombardement et nous sachant en ville, elle s'était inquiétée. À mon arrivée, on m'a questionné, j'ai donc raconté que mon père m'avait obligé à partir... et qu'il me suivait. Puisque j'ai dormi, on m'a raconté ce qui suit.

Aussitôt, ma mère a voulu aller à sa rencontre ; son beau-frère et un frère de celui-ci l'accompagnèrent, ils prirent des vélos. Au fur et à mesure qu'ils avançaient, leur angoisse augmentait. À la caserne où l'on avait admis des blessés, ma mère s'informa : « Non, il n'y a pas de Louis Lecoeur ici, lui fut-il répondu, il est peut-être à l'hôpital » et ce n'était pas rien de se frayer un passage dans cette ville en état de choc. Arrivés sur les lieux, même question et même réponse : « Non madame, votre mari n'est pas ici, allez voir à la caserne ». « J'y suis allée, il n'y est pas, on m'a dit de venir là. ». Ils rebroussèrent chemin et de nouveau, s'arrêtèrent à la caserne. Il était bien là et venait de rendre son dernier soupir, il avait un bras arraché et une jambe dans une « gouttière ». Ma mère a toujours eu ce regret : si on lui avait reconnu son mari lors de son premier passage, elle l'aurait revu vivant...

Dans ce qu'on lui a dit, il avait sans doute essayé de s'abriter dans une maison en réparation, on l'avait trouvé là, grièvement blessé et transporté à la caserne (peut-être est-ce la bombe qui a fait plusieurs tués devant le bar-épicerie Chaumeil ?). Il fut enterré dans le cimetière de Domérat, dans l'intimité, car les rassemblements étaient interdits.⁴⁶

La famille Lecoeur n'est pas la seule à faire cette douloureuse expérience. Certains mettent plusieurs années à être officiellement identifiés comme victimes du bombardement. C'est le cas du Brigadier-chef Georges Belleville du 404^e régiment d'artillerie de DCA. Il se trouvait avec trois autres militaires sous les ordres de l'adjutant-chef Jacques à quelques mètres de la caserne quand le bombardement a eu lieu. Ce dernier a pu rapporter à leur chef d'unité que les soldats Belleville et Bouton avaient été gravement blessés et transportés à l'hôpital complémentaire de la caserne Richemond. Les deux autres devant se trouver sous les décombres d'une maison. Le lieutenant qui les encadrait a donc demandé de plus amples informations aux maires de Montluçon pour retrouver ses hommes. Robert Bouton a survécu à ses blessures et il est resté en soin à l'hôpital, en revanche, les deux soldats qui étaient sous les décombres sont décédés, il s'agit du brigadier-chef Louis Girault et du canonnier Philippe Charlier. Toutefois, aucune trace de Georges Belleville, il n'a pas été enregistré à son arrivée à l'hôpital de la caserne⁴⁷. La mairie ne peut donc pas affirmer son décès. En octobre, sa femme toujours sans nouvelles depuis le mois de juin, entame des démarches pour le retrouver. Elle contacte le ministre des pensions mais aussi un médecin-chef à Nérès (03). Ce dernier lui aurait indiqué que son mari était parti en convalescence le 1^{er} juillet 1940. Il s'agit en fait d'une erreur. Le seul élément qui permet de l'identifier est son alliance dans laquelle est gravée l'inscription « L.T.G.B 22 octobre 1935 ». À force

de recherches dans les registres de décès de l'Hôpital complémentaire Richemond, un acte a été dressé et à la place de l'identité de la personne figure simplement l'inscription de son alliance et le nom de son régiment identifié sur son uniforme⁴⁸. Georges Belleville est donc bien décédé le 20 juin 1940 à la suite d'une plaie par éclat d'obus reçu à la jambe et causant une gangrène. C'est seulement le 15 décembre 1941 que sa femme a confirmation de cette nouvelle et qu'elle apprend que le corps de son mari est enterré à Montluçon⁴⁹.

Cette anecdote ainsi que le témoignage de M. Lecoœur permettent aussi d'expliquer pourquoi il est souvent difficile de donner des chiffres et des listes exacts sur les victimes des bombardements. L'identification des victimes se révèlent parfois complexe et cela est aggravé par l'Exode.

Après le passage des avions, le danger n'est pas immédiatement écarté. Par crainte d'un nouveau bombardement, beaucoup quittent la commune ou rejoignent des abris. De plus, des bombes sont tombées mais n'ont pas éclaté ce qui est très dangereux, elles peuvent exploser à tout moment et ne sont pas toujours retrouvées rapidement. Il n'est pas rare encore aujourd'hui, de retrouver lors de travaux des bombes de la Seconde Guerre mondiale, le 7 mars 2021 ce fut le cas à Lyon par exemple. Pour celles qui sont retrouvées rapidement après le bombardement, elles sont soigneusement ramassées par des artificiers militaires chargés de leur destruction.



Figure 3 : Photo prise par Mme Gendreau (âgée de 15 ans en 1940) d'une bombe non éclatée avec un artificier (source : Alain Bisson)

Vivre à l'épreuve des bombes

Les mesures de DP, quand elles existent, ont leurs limites et les décès ne peuvent être évités. Parmi eux, certains reçoivent le statut de « Mort pour la France » en tant que victime civile de la guerre. Ce statut n'est pas automatique, une demande doit être formulée par la famille ou la commune, celle-ci est ensuite instruite par l'autorité militaire qui donne ou non son accord et qui peut s'accompagner d'une rente pour la famille. Ainsi, messieurs Borel et Mordefroid des Ancizes ont reçu ce statut, leurs dossiers se trouvent aux archives départementales du Puy-de-Dôme, ce qui permet d'avoir quelques informations supplémentaires à leur sujet. Raymond Borel est né le 30 octobre 1908 à Vitrac (63), c'est sa femme, Marguerite qui monte un dossier pour lui obtenir la mention « Mort pour la France ». Elle explique en 1948 au moment de la demande : « Mon mari a été tué aux aciéries des Ancizes le 10 mai 1940 à 5h10 par bombardement d'avion allemand alors qu'il venait de prendre son travail avec l'équipe de 5h. Mon mari travaillait aux aciéries des Ancizes comme affecté spécial. »⁵⁰. En effet, M. Borel faisait partie de l'équipe des pompiers de l'usine appelés en 1^{ère} urgence, composée de sept pompiers sous les ordres du chef de service, André Couchard. Tous sont affectés spéciaux ou dégagés des obligations militaires. Les affectés spéciaux sont le plus souvent des ouvriers spécialisés ou des cadres dont la présence est nécessaire à la poursuite du travail dans les usines de guerre et qui ne peuvent être remplacés. Cette équipe de secours peut être secondée en cas de grande catastrophe par une seconde équipe de huit pompiers dans le cadre du « Grand Secours »⁵¹. À l'alerte, le lieu de rendez-vous est situé au niveau de l'ancien réservoir d'eau potable transformé en abri en béton avec des murs très épais et couvert d'une dalle en béton armé. À partir de là, ils reçoivent les ordres du chef de service et se rendent immédiatement sur les lieux sinistrés avec le matériel dont ils disposent⁵². Malheureusement il semble que Raymond Borel n'ait pas eu le temps de rejoindre son poste, comme l'explique le sous-préfet de Riom, il est « décédé à la suite de blessures causées par les éclats de bombe d'avion allemand »⁵³. Marius Mordefroid, lui, est né le 29 septembre 1897 à Joserand (63), il s'est marié le 21 juin 1924 avec Françoise Fournier avec qui il a eu deux enfants, Odette (née en 1925) et Bernard (né en 1932). Sa femme demande assez tardivement ce statut puisque l'instruction se fait en 1956. Il en résulte que M. Mordefroid travaillait à l'usine en tant qu'ouvrier spécialisé depuis 1929. Tout comme M. Borel, il est mort des suites de ses blessures

causées par le bombardement du 10 mai. Si Mme veuve Mordefroid demande ce statut tardivement c'est pour une raison bien précise. Celle-ci s'est remariée en 1943 mais leur fils Bernard a été rappelé sous les drapeaux et se trouve en 1956 dans le département d'Alger. Elle souhaite donc qu'en obtenant ce statut pour son défunt mari, cela puisse permettre le retour de son fils.

À Monistrol-sur-Loire, par contre, toutes les victimes ont obtenu le statut de « Mort pour la France ». Cette commune est attachée à la mémoire de la période de guerre et si peu d'archives ont pu être trouvées concernant le bombardement de 1940, la société d'histoire de Monistrol mais aussi les services communications de la mairie, ont organisé au début des années 2000, une collecte de témoignages. Ceux-ci sont vraiment précieux car aujourd'hui la majorité de ces témoins a disparu mais grâce à leur discours nous pouvons savoir ce qu'ils ont vécu ce 18 juin 1940.

Ce jour-là, curieusement, nous étions sortis plus tôt de l'usine. Lorsque j'ai vu les avions, ils se dirigeaient sensiblement Nord-Sud. Ils commencèrent à mitrailler et quelques bombes sont tombées au Flachat. Tous les gens se sont alors cachés. Il n'y avait personne dans les rues pour regarder les avions. Moi, j'étais dehors, sur la route de la gare un peu en aval de l'usine Limouzin. Je me suis mis sous un arbre, couché sur le dos. J'ai très bien vu les avions et les croix noires. J'ai vu sortir un chapelet de cinq ou six bombes d'un avion. Ça faisait un bruit comme une sirène qui finissait de foutre la trouille aux gens... Les bombes tombaient en oblique suivant le sens de vol des avions. Je n'avais pas peur. Je remontais rapidement sur Monistrol. Il n'y avait personne vers l'usine Martouret, sauf les trois morts... Et puis des gens sont venus. Avec l'aide de la fille Giraud, nous avons porté sa mère sur son lit. Je la vois encore le visage souillé de terre, les yeux ouverts que nous avons fermés, un filet de sang s'échappait de sa bouche. Et puis sur le pont à 50 mètres environ, il y avait un homme. Je ne me souviens pas avec qui, nous l'avons pris l'un par les pieds, l'autre sous le bras, mais nous n'avons pas pu le porter, il était coupé en deux. Nous sommes allés chercher une petite échelle à l'usine, l'avons glissé dessus et porté dans le hall de l'usine. Je ne sais pas qui s'est occupé du troisième homme qui était à hauteur du grand portail de l'usine. Les blessés, je ne les ai pas tous vus, plutôt légèrement blessés. L'un tout de même, avait le muscle en haut du bras complètement arraché. Il gesticulait sans cesse, ne paraissant pas souffrir. On voyait très bien l'articulation épaule-bras. Il était difficile de le faire rester tranquille.⁵⁴

En plus des victimes et des dégâts matériels, cela a aussi marqué à vie tous les témoins de cette époque.

Je travaillais chez Martouret. Nous fabriquions des gaines d'obus. Quand on a entendu les avions, on est sorti et on a vu tomber les bombes. J'ai pris mon frère par le cou et je lui ai dit : « Fais ton chapelet... ». [...] On est parti se réfugier dans les blés et quand on est sorti, j'ai vu que la maison de mes parents tenait encore debout. Je ne me doutais de rien. C'est là que mon neveu est venu me voir et m'a dit : « la mémé, elle est sur le chemin... Elle ne parle plus ». Ma mère était toute en sang. Après on est allé chez les Sabot. La mère était paralysée d'un bras comme elle était à la fenêtre. On lui a amené le corps de son mari, mais il manquait la tête...
Ce bombardement, tout ça, j'y pense tous les jours. Ça m'a bouleversé. Quand je vais à Monistrol, je retourne dans la rue et je revois l'endroit où est tombée ma mère et je ne dois pas me tromper de deux mètres...⁵⁵

Ce véritable traumatisme est vécu par des milliers de français dans ces derniers jours de la Bataille de France. L'ordre reçu des armées allemandes par Hitler ce 18 juin est bien appliqué : « l'ennemi battu doit être poursuivi vigoureusement »⁵⁶.

À Montluçon la mémoire de ce bombardement du 19 juin 1940 est plus complexe que celle de Monistrol-sur-Loire. En effet, dans cette dernière commune, une association d'histoire locale et la municipalité ont fait vivre cette histoire et quelques écrits donnent la parole aux anciens. Pour Montluçon, il n'existe qu'un ouvrage, celui de M. Alain Bisson, publié en 1997, *Bombardement de Montluçon et autres villes du sud de la Loire, 19 juin 1940. La fin d'un mythe ou l'histoire d'une rumeur et d'une recherche* qui relate les événements mais qui se présente aussi sous la forme d'une enquête. Il a l'avantage de présenter plusieurs sources que lui ont prêté des particuliers, seulement M. Bisson est aussi un témoin de ce bombardement. Il était enfant quand il a eu lieu et surtout, il a coûté la vie à sa mère.

Rumeurs et fausses nouvelles

Dès le 12 mai, la presse nationale comme *Le Petit Marseillais* ou *Paris soir* font leur une avec les bombardements ennemis, certains font état de plus de 148 morts et 337 blessés, d'autres évoquent une centaine de morts et de blessés civils.



Figure 4 : Le Petit Marseillais du 12 mai 1940, consulté sur RetroNews

Comme nous pouvons le voir ci-dessus avec la une du *Petit Marseillais*, tous les journaux nationaux parlent notamment du bombardement de Clermont-Ferrand du 10 mai 1940. En réalité, si les informations sur l’alerte et le nombre de victimes sont réelles, il ne s’agit pas de Clermont-Ferrand mais des Ancizes-Comps et plus précisément de l’Acierie qui a été visée. Cela témoigne d’une multitude de fausses informations qui circulent durant cette période et le journal local *La Montagne* s’en agace. Dans sa tribune « Nouvelles et fausses nouvelles » de l’édition du 12 mai, voici ce que nous pouvons lire :

Nous comprenons très bien la nécessité du contrôle des informations dans les circonstances présentes. Nous avons pourtant le regret de constater que les services de la censure, qui ne sont plus maintenant une improvisation, manquent encore de coordination. Le résultat en est fâcheux. Il a été absolument interdit aux journaux régionaux de parler des raids allemands de vendredi sur le centre de la France. Or, on pouvait lire hier matin dans *Le Figaro* « l’ennemi a attaqué les terrains d’aviation de Lyon, Dijon, Clermont-Ferrand, Luxeuil, Bourges, etc... ». *Paris-Soir* que le public se disputait autour des kiosques, portait en première page : « À Clermont-Ferrand où deux alertes ont été données, à 5 heures du matin et 16 heures, de nombreuses bombes ont fait quelques victimes. ». Ainsi, par le souci d’éviter la diffusion des nouvelles, a-t-on provoqué et toléré la propagation de fausses informations. Il est inutile de souligner l’effet néfaste de cette manœuvre. On eut certes mieux fait de laisser la presse faire état de ses informations habituelles au moins authentiques. Nous avons eu également le

désagrément d'entendre, dans un tramway, cette réflexion : « On verra les détails dans les journaux de Paris, parce que avec les journaux de Clermont, il ne faut pas y compter. ». L'heure n'est ni aux polémiques, ni aux récriminations et nous ne voulons faire ici aucun reproche à qui que ce soit. Nous pensons cependant que cette mise au point s'imposait.⁵⁷

Il existe donc de véritables quiproquos, la 13^{ème} Région militaire fait publier un communiqué qui appelle la population à ne pas diffuser de fausses informations. Le général commandant la 13^{ème} Région admet le fait qu'un bombardement ennemi à bien fait cinq morts et 10 blessés dans le Puy-de-Dôme sans plus d'informations et précise « qu'il importe avant tout de ne pas renseigner l'ennemi sur les points de chute des bombes et sur l'effet de ces bombardements. Aussi pourrait-il arriver que les nouvelles à leurs sujets soient données tardivement et succinctement. »⁵⁸.

Les nouvelles du front sont alors rares dans la presse à cause de la censure, mais l'arrivée massive de réfugiés dans chaque ville permet aux nouvelles, fausses comme avérées, de circuler largement. Venant de Belgique, des Pays-Bas, de Luxembourg en mai, puis du Nord de la France ainsi que de Paris et de sa région, à partir du 8 juin, des millions de personnes partent sur les routes pour fuir l'envahisseur laissant toute leur vie derrière eux. Depuis le 10 mai jusqu'à l'armistice, il y aurait eu 6 à 8 millions de personnes parties dans l'Exode, soit l'équivalent d'un cinquième de la population française de l'époque⁵⁹. À titre d'exemple local, le 19 juin 1940, le préfet du Puy-de-Dôme alerte le commandant de la 13^{ème} Région militaire sur le fait que « la ville de Thiers a, à l'heure actuelle, un nombre de réfugiés très considérable, dont le chiffre s'élève à plus de 10 000, ceci portant la population de la ville à plus de 25 000 habitants. »⁶⁰. Certains territoires comme l'Alsace ou la Moselle ont été évacués dès la déclaration de guerre, d'autres partent volontairement. Les militaires considèrent que cela gêne les opérations, d'après Alfred Fabre-Luce ils ralentissent les armées, gaspillent l'essence et compliquent le ravitaillement⁶¹. Malheureusement, fuir ne les éloigne pas du danger. Des colonnes de civils sont mitraillées et bombardées par les avions ennemis qui cherchent à semer la panique.

Parmi les rumeurs qui circulent, une a encore la vie dure, celle de l'origine des avions. Le témoignage de M. Guillot sur les avions ayant bombardé Saint-Pourcain-sur-Sioule laisse apparaître un sujet étonnant. En effet, plusieurs habitants de la commune pensent avoir été bombardés par les Italiens. Ce phénomène est visible dans de

nombreuses communes partout en France après le 10 juin 1940 et l'entrée en guerre de l'Italie. Plusieurs témoins, à Monistrol-sur-Loire, à Montluçon ou encore à Saint-Pourçain affirment avoir identifié des avions italiens ou sont convaincus d'une attaque italienne. Madame Gloumeaud à Montluçon nous dit : « Tout a été très vite, il n'y a pas eu de mitraillage, les avions ont lâché leurs bombes et ont continué leur route. J'ai le souvenir de ce qui s'est dit immédiatement : " c'était des avions italiens " ». Abel Dobanton se souvient aussi de ces « on dit » : « Tout le quartier était en effervescence et une cascade de bruit circulait. " Les italiens ont bombardé la gare... le dépôt de la gare, ... la caserne ; ils vont revenir la nuit, il faut s'en aller " »⁶². Pour Maria Martin qui a perdu sa mère à Monistrol « C'était des avions blancs. C'était des Italiens, ils avaient tourné leur veste. ». D'autres témoins sont encore plus précis à l'image de Paul Mocquereau qui était sergent au 5^e RI et qui affirme avoir vu des cocardes vert, blanc, rouge sous les ailes d'un avion qui mitraillait le convoi dans lequel il était mêlé à des civils vers Sully dans le Loiret⁶³. Ce dernier n'est pas le seul à parler des cocardes tricolores. Ce point est intéressant car d'après les tableaux permettant d'identifier les avions, les italiens n'ont pas de cocardes tricolores sous les ailes de leurs avions mais trois faisceaux de licteur noir sur fond blanc. Cette erreur est donc d'autant plus surprenante de la part d'un militaire.



Figure 5 : ŒUVRE POUR LA SÉCURITÉ ET L'ORGANISATION DES SECOURS, Manuel de défense passive: le danger, les moyens de protection, Paris, France, S.O.S, 1938.

Toutes les recherches menées tendent pourtant à prouver que ces bombardements sont bien allemands. L'historienne Alya Aglan évoque en plus des rumeurs, des « hallucinations collectives »⁶⁴ qui auraient conduit après-guerre à accuser les Italiens du bombardement et du mitraillage de civils en France. Il est tout de même étonnant qu'à des dates et endroits différents des civils restent persuadés encore aujourd'hui d'avoir aperçu ces cocardes. Mais les ont-ils réellement vues ? D'après le tableau ci-dessus, les seules nations qui ont des cocardes tricolores avec du blanc et du rouge sont la France et le Royaume-Uni, le bleu pouvant être confondu avec du vert. Il est évident que ces deux pays ne peuvent être responsables des bombardements. Si, et nous restons ici dans le domaine de l'hypothèse, ces personnes ont véritablement vu des cocardes sous les avions, la

seule explication qui paraît logique est que les Allemands dans leurs avancées, se sont emparés d'avions français ou anglais stationnés dans les aérodromes du territoire. Cela fut par exemple le cas à Aulnat, le 20 juin où « les Allemands s'emparèrent d'un matériel important (avions, blindés, camions) qui n'avait été que très imparfaitement sabotés »⁶⁵.

L'Auvergne n'est donc pas si éloignée du front que l'imaginaient ses habitants en 1939. Entre usines de guerre et épuisement de la France en Débâcle, les bombardements allemands touchent toute la France. Manifestement, les Français n'étaient pas prêts à faire face à une telle guerre éclair. L'armistice est signé et les combats cessent le 25 juin mais une nouvelle guerre commence. Cette dernière se jouera aussi en Auvergne pour qui l'épreuve des bombardements n'est pas terminée.

NOTES :

1 Ces chiffres, regroupant l'ensemble des attaques en Auvergne, proviennent des informations trouvées dans la presse et dans les différents centres d'archives.

2 Ragache Gilles, *La France sous les bombes: allemandes, anglaises, américaines, 1940-1945*, Paris, Economica, 2019, p. 11-12.

3 Scutts Jerry, *Luftwaffe bomber units : 1939-41*, Londres, Osprey publishing Ltd, 1978, p. 14.

4 À l'aide de canons antiaériens.

5 Cremieux-Brilhac Jean-Louis, *Les Français de l'an 40*, Paris, Gallimard, 1990, p. 882.

6 D'Abzac-Epezy Claude, *L'armée de l'air des années noires: Vichy, 1940-1944*, Paris, Economica, 1998, p. 52-53.

7 *Le Petit journal* est dirigé par le colonel de La Rocque depuis 1937, c'est un organe du Parti Social Français. Il s'agit donc d'un journal nationaliste.

8 Ce procédé consiste à incorporer de l'azote dans une couche superficielle d'acier afin de protéger les surfaces de la corrosion.

9 Site officiel de la commune des Ancizes : www.ancizes-comps.uw.acieries (consulté le 27 mai 2021).

10 Archives Départementales du Puy-de-Dôme (AD 63), 65W1.

11 État-Civil de la commune des Ancizes-Comps, copie numérique transmise par la mairie le 19 janvier 2021.

12 *La Montagne* du 12 mai 1940.

13 Saugues Louis, *Mon enfance sous les bombes [Texte imprimé]: Clermont-Ferrand, 1939-1944*, Clermont-Ferrand, Louis Saugues, 2000, p. 30.

14 Le Président du Conseil est le chef du Gouvernement sous la III^{ème} République.

15 Beaupre Nicolas, *Les grandes guerres, 1914-1945*, Paris, Belin, 2012, p. 849.

16 AD 63, 902 W 5.

17 Moret Philippe et Lauranson-Rosaz Christian, *Chroniques monistroliennes. Bulletin de la société d'histoire de Monistrol-sur-Loire*, n° 38, Monistrol-sur-Loire, Société d'histoire, 2004, p. 13.

18 Témoignage de M. Jean Januel (1926 – 2011) recueilli par la société d'histoire de Monistrol-sur-Loire.

19 Témoignage de Mme Marie Goyo née Liogier (1922 – 2009) recueilli par la société d'histoire de Monistrol-sur-Loire.

20 Moret Philippe et Lauranson-Rosaz Christian, *Chroniques monistroliennes. Bulletin de la société d'histoire de Monistrol-sur-Loire*, n° 38, *op. cit.*, p. 13.

21 *Le Journal de Montbrison* du 13 juillet 1940.

22 Ragache Gilles, *La fin de la campagne de France: les combats oubliés des armées du centre, 15 juin-25 juin 1940*, Paris, Economica, 2010, p. 242.

23 *Le Journal de Montluçon* du 14 Juillet 1940.

24 AD 63, 70 W 1.

- 25 *Le Centre* du 26 juin 1940.
- 26 *Ibid.*
- 27 Archives Municipales (AM) de Montluçon, 4H18-6.
- 28 Baraud Fernand, « L'industrie à Montluçon », *Annales de géographie*, 43-244, 1934, p. 364-371.
- 29 AM Montluçon, 4H18-9.
- 30 AM Montluçon, 4H17.
- 31 AM Montluçon, 4H21-1.
- 32 Source : Convertisseur Insee, pouvoir d'achat franc/euros compte tenu de l'érosion monétaire due à l'inflation.
- 33 AM Montluçon, 4H17.
- 34 Témoignage de Mme Gisèle Maurel née Beine (1925 – 2011) recueilli par M. Alain Bisson.
- 35 *La Semaine de Vichy-Cusset et du Centre* du 22 et 29 juin 1940.
- 36 Témoignage de M. Robert Guillot (1928 – 2019) recueilli par M. Alain Bisson.
- 37 *Le Progrès* du 18 juin 1941.
- 38 *Ibid.*
- 39 Ragache Gilles, *La fin de la campagne de France*, *op. cit.*, p. 255.
- 40 AD 63, R1411.
- 41 *Ibid.*
- 42 AM Montluçon, 4H18/9
- 43 AM Montluçon, 4H18-6.
- 44 Témoignage de M. Pierre Bourgeon (1922 - ?) recueilli par M. Alain Bisson.
- 45 AM Montluçon, 4H21-1.
- 46 Témoignage de M. Jacques Lecoeur recueilli par Alain Bisson.
- 47 AM Montluçon, 4H21-1.
- 48 Service Historique de la Défense (SHD) Caen, AC 21 P 18150.
- 49 *Ibid.*
- 50 AD 63, 388W41.
- 51 AD 63, R1411.
- 52 *Ibid.*
- 53 AD63, 388W41.
- 54 Témoignage de M. André Teyssier (1914 – 2004) recueilli par la société d'histoire de Monistrol-sur-Loire.
- 55 Témoignage de Mme Maria Martin née Giraud (1913 - ?) recueilli par la société d'histoire de Monistrol-sur-Loire.
- 56 Ragache Gilles, *La fin de la campagne de France*, *op. cit.*, p. 82.
- 57 Journal *La Montagne* du 12 mai 1940.
- 58 *Ibid.*
- 59 Nivet Philippe, « Les réfugiés de guerre dans la société française (1914-1946) », *Histoire, économie société*, 23^e année-2, 2004, p. 247-259.
- 60 AD 63, 902W5.
- 61 Fabre-Luce Alfred, *Journal de la France: Mars 1939-Juillet 1940*, Paris, Impr. J. E. P., 1941, p. 302.
- 62 Témoignage de Mme Gloumeaud et de M. Abel Dobanton recueilli par M. Alain Bisson.
- 63 Bisson Alain, *Bombardement de Montluçon et autres villes au Sud de la Loire, 19 Juin 1940*, Montluçon, Cercle archéologique de la M.J.C. de Montluçon, 1997, p. 113.
- 64 Aglan Alya et Allaire Martine, *La France à l'envers: la guerre de Vichy, 1940-1945*, Paris, Gallimard, 2020, p. 142.
- 65 Ragache Gilles, *La fin de la campagne de France*, *op. cit.*, p. 150.